

Burundi : L'Evêque de Muyinga prône le dialogue politique

@rib News, 24/10/2010 â€“ Source MISNA "Après tous ces épisodes de violence, la situation s'est un peu calmée. Pour la paix et le bien du pays, il faut revenir à un processus politique inclusif. Nous, évêques, appelons à la mise en place d'un dialogue entre le régime et l'opposition", dit à la MISNA l'évêque du diocèse de Muyinga (nord-est), Mgr Joachim Ntahondereye, actuellement à Bujumbura pour la conférence de l'Épiscopat catholique de la région des Grands Lacs. "Nous déplorons les agressions et les vols commis sur les civils", poursuit l'évêque. "Nous déplorons aussi le boycott observé par la coalition de l'opposition (Adc-Ikibiri, Ndlr) pendant tout le processus électoral de cette année", ajoute Mgr Ntahondereye.

Les évêques de la région des Grands Lacs ont également abordé ensemble la situation du Burundi : "Nous espérons vraiment obtenir les moyens nécessaires pour travailler en synergie sur des questions d'intérêt commun et pour assurer la paix à notre région", précise-t-il. "Le maintien de la paix et de la sécurité implique aussi le respect de la vérité et la justice. Or, les informations données par les médias ne correspondent pas toujours aux faits", conclut l'évêque de Muyinga. De son côté, après avoir salué le bon déroulement du processus électoral tenu au long de l'année, le représentant pour les Grands Lacs de l'Union européenne (UE), Roeland Van de Geer, en visite à Bujumbura où il a été reçu par le président Pierre Nkurunziza, a fait part de ses préoccupations concernant les exécutions extrajudiciaires commises au Burundi, se référant notamment aux cas de neuf personnes tuées par la police ou les services secrets rapportés par la mission locale de l'Onu (Binub). L'Association pour la protection des détenus et des droits de l'homme (Aprodeh) avait quant à elle dénoncé 22 exécutions sommaires commises par la police pendant le seul mois de septembre. Le gouvernement, qui a démenti les faits, a menacé de suspendre l'Aprodeh, tandis que plusieurs leaders de l'opposition vivent dans la clandestinité depuis des mois pour raisons de sécurité. [CO]